

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21, boulevard Voltaire  
CS 27912  
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 27/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **METAUX BLANCS OUVRES**

4 Rue de la Fonderie  
CS 30049  
21806 Chevigny-Saint-Sauveur  
21800 Chevigny-Saint-Sauveur

Références : 2025-255  
Code AIOT : 0005401161

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2025 dans l'établissement METAUX BLANCS OUVRES implanté 4 Rue de la Fonderie CS 30049 21806 Chevigny-Saint-Sauveur 21800 Chevigny-Saint-Sauveur. L'inspection a été annoncée le 18/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. Son référentiel est basé sur le code de l'environnement, articles L. 541-7-1 et R. 541-46 et sur l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 1er octobre 2004

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METAUX BLANCS OUVRES
- 4 Rue de la Fonderie CS 30049 21806 Chevigny-Saint-Sauveur 21800 Chevigny-Saint-Sauveur
- Code AIOT : 0005401161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

MBO fabrique et commercialise du fil de soudure (aussi appelé fil de soudage), des flux de soudure (sous forme de liquide ou de gel), des alliages pour le brasage à la vague (barres, baguettes, lingots, grenaille, anodes ...), des préformes, des crèmes à braser et quelques produits spécifiques tels que le masquage pelable.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Réseaux des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 11.2 et 16	Demande d'action corrective	1 mois
3	Surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 14 et 15.1	Demande d'action corrective	4 mois
4	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 19.2 et 20.1	Demande d'action corrective	4 mois
5	gestion des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-7-1 et R. 541-46	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 11.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que la non-conformité relevée lors de la visite du 7 novembre 2018, vis-à-vis de la rétention de la cuve d'alcool isopropylique n'était pas levée. De plus, il apparaît que certaines valeurs en concentration et/ou en flux dans les rejets atmosphériques ou dans les rejets aqueux dépassent les valeurs limites d'émission autorisées. L'exploitant devra, pour ce point, réaliser des mesures correctives ou transmettre un rapport à connaissance accompagné des éléments justifiant la demande d'évolution de ces valeurs limites

d'émission.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réseaux des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 11.2 et 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u><b>Article 11.2</b></u> [...] Les effluents sont collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif. A cet effet sont distinguées : <ul style="list-style-type: none"><li>• les eaux usées d'origine domestique, désignées E D ;</li><li>• les eaux pluviales non souillées ainsi que les eaux de purges de déconcentration de réseau de réfrigération ou d'installation de déminéralisation, désignées E P ;</li><li>• les eaux collectées dans les cuvettes de rétention et bassins de confinement, désignées E C ;</li><li>• les eaux résiduaires d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, les eaux pluviales polluées même accidentellement, etc, désignées E U. Ces effluents transitent nécessairement en canalisations fermées.</li></ul> <u><b>Article 16 :</b></u> Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de la pollution des eaux, les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension ;</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  Par courriel du 18 mars 2025 l'inspection a notamment demandé que l'exploitant transmette : <ul style="list-style-type: none"><li>• les plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension ;</li></ul> L'exploitant a transmis par courriel le 25 avril 2025 le document « plan usine_puit_eau de ville ». Le plan fait, entre autres, apparaître les réseaux :

- eau de la ville
- eau de forage
- eau refroidie
- eau tempérée

Le plan ne fait pas apparaître entre autres les réseaux de rejets tels que les eaux pluviales et les eaux usées domestiques, ou encore les différents équipements (disconnecteurs, vannes....).

Lors de la visite l'exploitant a informé l'inspection que le plan transmis était le seul plan à leur disposition.

### **NON-CONFORMITÉ**

Le plan transmis ne montre pas les équipements présents sur les réseaux de distribution, les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## **N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 11.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétentions

### **Prescription contrôlée :**

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres.

[...]

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosses maçonnées ou assimilés.

[...]

Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

[...]

#### Constats :

##### Historique inspection du 7 novembre 2018 :

L'inspection avait constaté que :

« L'exploitant possède une cuve de 5000 litres d'alcool isopropylique située à l'extérieur du bâtiment. Cette cuve est installée sur une dalle béton plate et la capacité de rétention n'est pas directement sous la cuve. En cas de rupture de la cuve, une partie du liquide se répandrait sur le sol. L'exploitant doit s'assurer que la capacité de rétention collecte l'ensemble des liquides. »

Par courrier du 17 juin 2019, l'exploitant informait l'inspection qu'il avait fait réaliser un devis pour la réalisation des travaux nécessaires pour répondre à la non-conformité et que le délai de réalisation des travaux était prévu de 3 mois après acceptation.

#### NON-CONFORMITÉ :

Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence de la réalisation des travaux tel que mentionnée par l'exploitant dans son courrier du 17 juin 2019.

Par courriel du 22 mai 2025, l'exploitant a transmis les photos justifiant la réalisation des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 3 : Surveillance des eaux pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 14 et 15.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle et suivi des effluents

#### **Prescription contrôlée :**

##### **Article 15.1 Contrôle du rejet d'eaux pluviales**

L'exploitant procède, à ses frais, au prélèvement et analyses des eaux pluviales rejetées par son établissement, réalisées selon les méthodes normalisées en vigueur par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les modalités de ce contrôle sont définies ci-après :

Paramètres	Fréquence
DCO	annuelle
MES	annuelle

HCT	annuelle
Pb	annuelle

Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence, sont adressés annuellement à l'inspection des installations classées.

**Article 14 : Valeur Limites**

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

[...]

Eaux pluviales

Paramètres	Concentration (en mg/l)
Demande chimique en oxygène (DCO)	40
Matières en suspension (MES)	25
Hydrocarbures totaux (HCT)	5
Plomb (Pb)	0,5

**Constats :**

Suite à la demande formulée par l'inspection dans son courriel du 18 mars 2025, l'exploitant a transmis par courriel le 25 avril 2025 les rapports de suivi de la qualité des eaux pluviales de mars 2023 et de mars 2024.

Les rapports reprennent les résultats d'analyse réalisés dans le cadre du suivi annuel depuis celui du 9 mai 2016.

**NON-CONFORMITE :**

Le rapport R002-1622246GAT-V01 du 27 juin 2024 montre que la concentration en demande Chimique en Oxygène (DCO) a dépassé la valeur limite de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2004 de 40 mg/l lors des campagnes de suivi du 2 mai 2017 (76 mg/l), le 11 juin 2019 (78 mg/l), le 5 mai 2020 (47 mg/l) le 9 mars 2023 (54 mg/l) le 26 mars 2024 (61 mg/l).

L'exploitant a demandé lors de la visite que la valeur de concentration maximale en DCO pour les rejets des eaux pluviales soit réévaluée.

**OBSERVATION :**

Sous réserve de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'environnement, l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 prescrit que les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel respectent, entre autres, une concentration en DCO de 300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, ce flux est ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, de 125 mg/l au-delà.

L'inspection des installations classées constate l'absence d'éléments que ce soit dans le dossier de demande d'autorisation de l'exploitant de 2004, notamment par une analyse de la compatibilité du milieu, ou dans le rapport de l'inspection des installations classées du 8 juin 2004, permettant de justifier la valeur limite d'émission en DCO de 40 mg/l pour le rejet des eaux pluviales.

Par conséquent, l'inspection des installations classées invite l'exploitant, au vu de sa demande de réévaluer la valeur de concentration maximale en DCO autorisée, à déposer un porter à connaissance.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection invite l'exploitant :

- soit à mettre en place les mesures correctives permettant de répondre aux prescriptions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2004 ;
- soit en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, à déposer un porter à connaissance demandant l'évolution de la valeur maximale de concentration en Demande Chimique en Oxygène (DCO) pour les rejets des eaux pluviales en justifiant que la nouvelle valeur demandée soit compatible avec les objectifs de qualité de la Norvège.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que s'il opte pour un porter à connaissance, celui-ci devra apporter les éléments justifiant que la demande d'évolution permet la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois



**N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 19.2 et 20.1**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphérique**Prescription contrôlée :****Article 19.2- arrêté préfectoral du 1 octobre 2004**

Les rejets à l'atmosphère des installations listées ci-dessous sont faits dans les conditions suivantes :«

Identification du Rejet	Paramètres à contrôler	Valeur limites Débit maximal (m3/h)	Concentration (mg/Nm3) (*)	Flux horaire (g/h)
Rejet n°1	Pb	1329	0.05	0.066
	Sn		0.1	0.133
	Poussières		40	53
Rejet n° 2	Pb	441	0.05	0.022
	Sn		0.1	0.044
	Poussières		40	17.6
Rejet n° 3	Pb	1163	0.4	0.47
	Sn		0.15	0.17
	Poussières		40	46.5
Rejet n° 4	Pb	2077	0.29	0.6
	Sn		0.15	0.31
	Poussières		40	83
Rejet n° 5	Pb	363	0.16	0.058
	Sn		0.45	0.16
	Poussières		40	14.5
Rejet n° 6	Pb	79	0.45	0.036
	Sn		0.85	0.067

	Poussières		40	3.16
Rejet n° 7	Pb	838	0.18	0.15
	Sn		0.65	0.55
	Poussières		40	33.5
Rejet n° 8	Pb	91	0.2	0.018
	Sn		0.35	0.032
	Poussières		40	3.64
Rejet n° 9	Pb	579	0.14	0.08
	Sn		0.2	0.11
	Poussières		40	23

La vitesse d'éjection des gaz est au moins égale à 2.5 m/s.

**Article 20.1 - Contrôle\_périodique des rejets\_(autosurveillance) :**

Les modalités de ce contrôle à réaliser pendant des périodes représentatives du fonctionnement des installations, et tout particulièrement lors des opérations susceptibles de générer des rejets atmosphériques en métaux (fours en fonctionnement et aspiration en marche), sont définies ci-après :

Rejets	Paramètres à contrôler pour chaque rejet	Fréquence
Rejet n° 1,2,3,4,5,6,7,8 et 9	Plomb et ses composés (gazeux et particuliers)	Analyse annuelle des rejets de 3 cheminées sur les 9 (choisies par l'inspecteur des installations classées)
	Etain et ses composés (gazeux et particuliers)	
	Poussières totales	

Le rejet global est évalué à partir des résultats obtenus sur le rejet des 3 cheminées choisies. [...]"

**Constats :**

Suite à la demande formulée par l'inspection dans son courriel du 18 mars 2025, l'exploitant a transmis par courriel le 25 avril 2025 les rapports :

- 23 ES 431 - révision 00 du 7 avril 2023 relatif au prélèvement des rejets atmosphériques

réalisés les 7 et 8 février 2023 ;

- 24 ES 667 - révision 00 du 10 mars 2025 relatif au prélèvement des rejets atmosphériques réalisés les 16 et 17 décembre 2024 ;

Le rapport de 2023 montre que les analyses sont réalisées sur les rejets suivants :

- Installation n°1 - Four Guillemin - correspond au Rejet n° 3
- Installation n°2 - Four COLLIN 1 - correspond au Rejet n° 1
- Installation n°3 - Four de fonderie 3 - correspond au Rejet n° 9

### **NON-CONFORMITÉ**

Le rapport montre les dépassements suivants :

- points de rejets n°1 :
  - Pb (Plomb) concentration moyenne de 0,132 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE (Valeur Limite d'Emission) de 0,05 mg/Nm<sup>3</sup>, flux moyen de 0,08 g/h pour une VLE de 0,066 g/h,
  - Sn (Etain) concentration moyenne de 0,235 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE de 0,1 mg/Nm<sup>3</sup>, flux moyen de 0,15 g/h pour une VLE de 0,133 g/h,
- points de rejets n°9 :
  - Pb (Plomb) concentration moyenne de 0,204 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE de 0,14 mg/Nm<sup>3</sup>,
  - Sn (Etain) concentration moyenne de 0,375 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE de 0,2 mg/Nm<sup>3</sup>,

Le rapport de 2024 montre que les analyses sont réalisées sur les rejets suivants :

- Installation n° 1 : Four Guillemin - correspond au Rejet n° 3
- Installation n° 2 : Four 2 - **indication insuffisante pour savoir à quel point de rejet les analyses ont été réalisées.**
- Installation n° 3 : Four 3 - correspond au Rejet n° 9

Le rapport des prélèvements réalisé en 2024 montre les dépassements suivants :

- points de rejet n°3 :
  - Sn (Etain) flux moyen de 0,34 g/h pour une VLE de 0,17 g/h,
- points de rejet n°9 :
  - Pb (Plomb) flux moyen de 0,15 g/h pour une VLE de 0,08 g/h
  - Sn (Etain) flux moyen de 0,63 g/h pour une VLE de 0,11g/h,

Lors de la visite l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les dépassements et l'exploitant n'évalue pas le rejet global de ses installations.

Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection que les activités avaient évoluées depuis 2004. En effet, l'exploitant a entre autres expliqué que :

- les fours Collin 1 (point de rejet n°1) et fonderie 3 (point de rejet n°9), étaient maintenant exclusivement utilisés pour le traitement de l'étain ;
- que les cadences de fonctionnement d'utilisation des fours avaient considérablement diminuées.

L'exploitant a demandé s'il était possible de revoir les valeurs limites de rejets atmosphériques afin que celles-ci soient réévaluées afin de correspondre aux activités spécifiques à chaque point de rejets.

L'inspection invite l'exploitant :

- soit à mettre en place les mesures correctives permettant de répondre aux prescriptions de l'article 19.2 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2004 ;
- soit en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, à déposer un porter à connaissance demandant l'évolution de la valeur maximale en concentration et en flux par points de rejet atmosphérique.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que s'il opte pour un porter à connaissance, celui-ci devra apporter les éléments justifiant que la demande d'évolution n'entraîne pas un impact sur la santé n'a pas évolué défavorablement, entre autres, du fait :

- d'une augmentation du flux global (sommées des flux de l'ensemble des point de rejet) ;
- d'une possible évolution de la Valeur Toxicologique de Référence du plomb, tel que prise en compte dans le cadre de la tierce expertise de l'étude des rejets atmosphériques et de leur effet sur la santé des riverains du 16 décembre 2002 ;
- d'une évolution des hypothèses arrivée d'habitations à moins de 90 mètres ;

**OBSERVATION :**

Les éléments présents sur les rapports, notamment l'appellation utilisée pour les installations ne reprennent pas la désignation complète et/ou le numéro du point de rejet tel que définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1 octobre 2004.

Par conséquent il n'est pas toujours possible, pour l'inspection, de s'assurer que les valeurs de rejet sont conformes aux prescriptions opposables.

Par conséquent, lors des prochaines campagnes de prélèvement l'exploitant s'assurera que la société réalisant les analyses des rejets atmosphériques précise pour les installations contrôlées les numéros des point des rejets tel que mentionnés à l'article 19.2 dans l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2004.

L'exploitant s'assurera également que les VLE utilisé par la société réalisant les analyses et mentionnées dans les rapports correspondent au VLE prescrite à l'article 19.2 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2004.

**OBSERVATION :**

En application de l'article 1 de l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant devrait transmettre les résultats de la surveillance des émissions par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

L'inspection mettra à jour le système d'information GIDAF (Gestion Informatisé des Données d'Autosurveillances Fréquente) afin que l'exploitant déclare ses prochains résultats de surveillance sur l'outil GIDAF.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 5 :** gestion des déchets

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-7-1 et R. 541-46

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

**Article R. 541-46 du code de l'environnement**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP (...) en les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...]

**Article L. 541-7-1 du code de l'environnement**

Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles.

Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur.

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu de fournir les informations nécessaires à leur traitement lorsque les déchets sont transférés à des fins de traitement à un tiers.

**Constats :**

**OBSERVATION**

L'inspection a constaté que le BSD-20240507-SQEJ9R9SV et BSD-20241029-ZJC9X6NY0 indique le même code déchet, la même dénomination usuelle, or un n'est pas soumis à l'ADR et l'autre est classé sous le code UN 1993, LIQUIDE INFLAMMABLE, N.S.A. avec identification de danger 33.

L'exploitant a expliqué que les deux bordereaux de déchets correspondaient à l'enlèvement de déchets composé de différents déchets liquides de nature similaire, en mélange dans des Grands Récipients Vrac (GRV) de 1000 litres. L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer pourquoi l'un des déchets était classé dangereux pour le transport par route et l'autre non.

**NON-CONFORMITE**

L'inspection a constaté que le BSD-20241119-MYEWY99J9, indiquait le code déchet 16 05 04\* pour un déchet portant la dénomination usuelle d'acide benzoïque.

Or, le code déchets 16 05 04\* correspond à des déchets de « gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses ». L'exploitant a confirmé que les déchets d'acide benzoïque étaient sous forme solide.

**NON-CONFORMITE**

L'inspection a constaté que le BSD-20240715-6QSZX32GW mentionne la gestion de déchets ayant le code 13 05 07\*. Ce code déchet correspond à des déchets « d'eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures ». Or, l'exploitant a informé l'inspection que le bordereau de déchets correspondait à l'enlèvement de déchets dangereux solides.

De plus, l'inspection a constaté lors de la visite que les fûts de 200 litres contenant le même type de déchets que ceux du BSD BSD-20240715-6QSZX32GW portaient une étiquette produit dangereux avec le code UN 3077 correspondant à une matière dangereuse du point de vue de

<p>l'environnement, solide, n.s.a (non-spécifié ailleurs)</p> <p>L'exploitant a expliqué que c'était la société en charge de la récupération et de la gestion des déchets qui préremplissait les éléments des bordereaux de suivi de déchets dont les caractéristiques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'article L. 541-7-1 du code de l'environnement précise bien que tout producteur de déchets est tenu <u><b>de caractériser ses déchets</b></u>, par conséquent même si le collecteur a prérempli les bordereaux, c'est à l'exploitant de s'assurer que les informations présentes sur celui-ci correspondent aux caractéristiques des déchets qu'il faut enlever. Dans le cas contraire, l'exploitant doit faire corriger le bordereau de suivi de déchets avant la validation de celui-ci.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>